

*Questions orales**[Traduction]***L'AGRICULTURE**

**M. John Harvard (Winnipeg St. James):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture.

La semaine dernière, le président Bush a annoncé une augmentation de un milliard de dollars des subventions à l'exportation pour le blé, ce qui va avoir pour effet de faire baisser les prix et de faire encore plus de tort aux agriculteurs de l'Ouest. Soit dit en passant, c'est également une violation de l'Accord de libre-échange.

Maintenant, le ministre chargé des céréales nous dit que cette décision de Bush est «équivalente à une déclaration de guerre aux agriculteurs canadiens». Cependant, le ministre a omis de nous dire ce qu'il compte faire pour s'y opposer.

C'est peut-être qu'il ne veut pas contrarier M. Bush, un bon ami du premier ministre, et le déranger pendant sa campagne électorale.

Le ministre a-t-il fait quelque chose face à cette dernière provocation commerciale et, si oui, quoi?

**L'hon. Bill McKnight (ministre de l'Agriculture):** Monsieur le Président, je suis sûr que mon collègue, le ministre d'État chargé des Céréales, sera déçu de ne pouvoir répondre à cette question.

Le député enfonce des portes ouvertes. Il est évident que la décision américaine de stimuler encore les exportations nuit non seulement aux producteurs de céréales canadiens, mais aussi australiens, argentins et autres, qui vivent des exportations.

Le député demande ce que le Canada a fait. J'attire son attention sur le fait que dans la lettre que mon collègue et moi avons envoyée au secrétaire américain à l'agriculture, M. Edward Madigan, nous avons demandé que soit lancé le processus de consultation prévu par l'article 701.4 de l'Accord de libre-échange. Nous avons l'intention d'attirer l'attention des Américains, comme nous l'avons déjà fait par le passé, sur le fait qu'ils ne gagnent pas de nouveaux marchés. Ils dépensent des fonds publics dans des domaines où il n'est pas rentable de le faire et ils portent préjudice à leurs amis et alliés.

S'ils veulent s'attaquer aux Européens et à leurs subventions qui sont à l'origine de cette stupidité, ils devraient s'allier au Canada. Mon collègue, le ministre

d'État chargé des Céréales, est en train d'organiser une réunion avec l'Australie et l'Argentine pour que l'on fasse front commun contre ce problème.

**M. John Harvard (Winnipeg St. James):** Monsieur le Président, d'après le ministre chargé des céréales, les Américains déclarent donc la guerre, et comment réagit ce gouvernement? Il fait des consultations.

Une façon de défendre nos agriculteurs serait peut-être de saisir le GATT de la situation. L'Australie a déjà annoncé qu'elle ferait cela et elle a invité ce gouvernement à se joindre à elle.

Les Australiens ne sont pas prêts à se laisser faire, mais il est très évident que ce gouvernement ne voudra jamais contrarier George Bush ni le prendre à partie.

Le ministre fera-t-il quelque chose ou va-t-il encore une fois laisser tomber les agriculteurs du Canada?

**L'hon. Bill McKnight (ministre de l'Agriculture):** Monsieur le Président, nous savons comment ce député et son parti réagissent quand il est question de guerre, d'ailleurs la population aussi le sait.

Je vais répondre à sa question et rappeler ce que le gouvernement du Canada a fait. En 1991-1992, le gouvernement du Canada et les provinces ont mis sur pied une initiative, qui a coûté 1,2 milliard de dollars aux contribuables et aux gouvernements fédéral et provinciaux, pour renforcer les filets de sécurité. En 1991-1992, nous avons dépensé près de un milliard de dollars pour aider les producteurs et combler le manque de recettes. Au cours de ce même exercice, le Compte de stabilisation du revenu net a reçu plus de 316 millions de dollars pour aider les producteurs.

Nous prenons toutes les mesures possibles pour venir en aide aux producteurs. Si le député avait écouté ma réponse à sa première question, il saurait que le Canada, l'Australie et l'Argentine se réunissent pour voir s'il n'y aurait pas lieu d'exercer les recours prévus par l'accord du GATT. Nous songeons aussi à prendre les mesures prévues par l'Accord de libre-échange, accord dont seul le Canada peut se prévaloir, car ce n'est pas le cas de l'Australie ni de l'Argentine.

Je fais aussi remarquer au député que, lorsque les Américains ont annoncé la liste des pays admissibles, le Mexique n'a pas été inclus cette année alors qu'il l'était précédemment. L'exclusion du Mexique s'explique en raison de l'accord nord-américain de libre-échange.